

Recherches sociographiques



Guy ROCHER, *Entre les rêves et l'histoire*

Guy Laforest

Volume 31, numéro 1, 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056488ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056488ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Laforest, G. (1990). Compte rendu de [Guy ROCHER, *Entre les rêves et l'histoire*]. *Recherches sociographiques*, 31(1), 86–88. <https://doi.org/10.7202/056488ar>

par rapport aux engagements des fédéraux lors du Référendum de 1980. Ce jugement n'est pas nouveau. Il était déjà défendu par le Premier ministre Lévesque et l'auteur, son ministre à l'époque, et il a été complété, en novembre 1981, par la thèse de la trahison des sept premiers ministres anglophones du «Gang of Eight». La méthode employée pour étayer l'affirmation est la relation chronologique des événements qu'il considère importants et la mise en évidence de ceux qui la supportent, avec, en filigrane, la répétition quasi incantatoire de la thèse de la trahison.

On pourrait reprocher à l'ouvrage d'en être un d'opinion (ce qui peut contribuer à en limiter la crédibilité) et de témoigner d'une «trudeauite» aiguë chez l'auteur. Malgré cela, c'est un document à lire, particulièrement à la suite des discussions entourant l'accord du lac Meech et la réforme du Sénat. L'auteur présente des éléments d'histoire qui témoignent de sa vaste expérience de la politique. Son analyse fine et intelligente des événements et des enjeux dévoile une compréhension unique de la situation. Je renvoie le lecteur, en particulier, à l'examen de l'utilité d'un droit de veto pour le Québec (pp. 214-218) et aux nombreuses notes explicatives hors texte.

Ce livre est intéressant aussi parce qu'il éclaire certains aspects de la position québécoise durant l'opération de négociation, en particulier sur le fait que le gouvernement péquiste était disposé à signer un accord avec les autres provinces et le fédéral, et que, par conséquent, le Québec a négocié de bonne foi. En fin de compte, l'auteur montre, bien malgré lui, que les porte-parole québécois se sont trompés de négociation. En effet, le Québec a discuté avec les autres provinces, non avec le fédéral. La ronde avec elles a été fructueuse, aboutissant à l'accord d'avril 1981. Il n'y en eut aucune avec Ottawa: le Québec n'avait plus rien à offrir, une fois satisfaites les demandes des autres provinces. Fut-ce une erreur de stratégie (il fallait bien s'attendre à ce que les sept des «Huit» transigent finalement avec le gouvernement central)? ou bien la situation obligeait-elle à obtenir d'abord une entente avec les provinces (pour montrer combien les fédéraux étaient méchants), quitte à manquer le bateau dans la négociation avec Ottawa?

Il est toujours facile, après coup, de qualifier ceci ou cela d'erreur et de refaire l'histoire. Le dernier ouvrage de Claude Morin a le mérite d'être assez transparent pour permettre ce genre de question. Je le recommande fortement.

Louis-M. IMBEAU

*Département de science politique,
Université Laval.*

Guy ROCHER, *Entre les rêves et l'histoire*, Montréal, V.L.B., 1989, 230 p.

Le sociologue Guy Rocher a exercé et continue d'exercer une influence considérable sur la vie universitaire et politique du Québec contemporain. Il a contribué à l'essor des départements de sociologie à Laval et à l'Université de Montréal; il fut l'un des principaux penseurs de la commission Parent et de la réforme de l'éducation dans le Québec de la

Révolution tranquille, avant de collaborer, à titre de sous-ministre, à l'élaboration des législations linguistiques et culturelles sous le régime du Parti québécois. Même incomplet, ce parcours suffit néanmoins à faire de Rocher un témoin privilégié des mutations mais aussi des constantes ayant caractérisé la province depuis 1945. La publication de ses entretiens avec Georges Khal fournira donc un éclairage supplémentaire à ces moments particuliers de notre histoire.

À mes yeux cependant, leur premier mérite réside dans le dévoilement, explicite et tacite, de la dette immense du penseur envers Max Weber. C'est le sociologue allemand qui guide ses grands choix professionnels, qui l'aide à négocier sa transition entre l'étude et l'action, qui motive certaines de ses réactions majeures d'indignation, qui explique enfin sa position sur les rapports entre les rêves et l'histoire. Sous l'influence de la sociologie historique et comparative de Weber, Rocher a d'abord rédigé une thèse de doctorat, à Harvard, sur les relations entre l'Église et l'État dans la Nouvelle-France du XVII^e siècle. (P. 125.) La même méthodologie a guidé par la suite ses études empiriques sur les aspirations scolaires et les orientations professionnelles des étudiants. (P. 66, Projet ASOPE.) C'est encore Weber, l'auteur le dit clairement, qui le conduit au tournant le plus récent de sa carrière universitaire et l'amène à devenir chercheur en sociologie du droit, au Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal. (P. 112.) Ce bilan n'est certes pas négligeable, mais les dialogues révèlent implicitement bien davantage.

Max Weber faisait une distinction radicale entre la vocation de savant et celle de politique. D'un côté, il pourfendait les prophètes de la chaire qui introduisaient la politique dans le sanctuaire de l'université. De l'autre, il vantait la rigueur de la science, apte à fournir une discipline et des méthodes de pensée, mais incompatible avec le règne des fins, des choix ultimes. Si la science et l'action répondent à des logiques diamétralement opposées, elles peuvent néanmoins trouver un terrain d'entente. La vie de Rocher est un bel exemple de la justesse des vues de Weber à ce propos. Si la science ne peut choisir à la place de la réflexion, elle peut alimenter celle qui précède l'action; entre les deux sphères, il y a une réciprocité, selon l'expression de Raymond Aron, qui est immanente à l'existence de l'homme historique. C'est en tant qu'homme d'action, à défaut d'être un homme politique, c'est en tant que militant jéciste insatisfait de ses moyens intellectuels que Rocher a entrepris des études en sociologie à la fin des années quarante. (P. 25.) Plus tard, il a mis ses connaissances au profit de la commission Parent: expérience, pour lui, de véritable sociologie appliquée. Lorsqu'il souligne l'exercice par les commissaires d'un certain sens politique, on ne peut s'empêcher de penser à une autre distinction, fondamentale pour Weber, entre deux éthiques: celle de la conviction et celle de la responsabilité. La première ne s'harmonise pas toujours avec les règles élémentaires de la prudence dans l'action. Bref, ce qui rend singulier l'itinéraire professionnel de Rocher, c'est ce continuel va-et-vient entre l'étude et l'action, ponctué par les périodes de «ressourcement» qu'aménage la vie universitaire.

L'inspiration wébérienne pointe aussi dans les colères du sociologue. Comme son maître, dont la probité et la sincérité intellectuelles ont été louées par la critique, de Aron à Wolfgang Mommsen, Rocher vitupère le mensonge. Il en dénonce avec passion les manifestations dans la société québécoise des années cinquante, dans l'Église catholique, mais aussi à l'Université Laval. (Pp. 127s.) Il n'épargne pas davantage le Québec d'aujourd'hui où l'absence d'écoles non confessionnelles à Montréal représente pour lui la perpétuation d'une énorme contrevérité. (P. 150.) Cette prise de position ressort davantage dans un livre où, règle générale, les débats contemporains sont ignorés. C'est d'ailleurs le

premier reproche que nous lui adresserions. Au lendemain du vingtième anniversaire de la Crise d'octobre, le lecteur retiendra que l'auteur y a vu une accumulation «d'in vraisemblables mensonges» et que ce fut le point de départ de son adhésion à la cause de la souveraineté du Québec. (P. 168.) Pas plus que Weber, l'auteur ne préconise le mutisme comme règle pour le savant quand sa société d'appartenance est en situation de crise. À condition bien sûr de ne pas se tromper de forum lorsqu'on choisit la voie de l'action.

À tour de rôle, les rêves de l'auteur se sont heurtés à l'opacité du réel, à l'ambiguïté du social, à leur commune capacité de résistance au changement. Ses déceptions auront été nombreuses: l'asphyxie de l'Action catholique, l'épuisement d'une certaine forme de syndicalisme, la découverte du vrai visage du communisme et la trahison systématique que représentent pour lui les pays du socialisme réel. Sans compter la dérive bureaucratique qui a saboté une bonne partie des recommandations de la commission Parent, et l'échec, pour l'instant du moins, du projet de souveraineté pour le Québec. Guy Rocher me semble beaucoup trop laconique à propos de ces deux derniers phénomènes; voilà un reproche additionnel au dossier de ces entretiens. S'il a dû supporter bien des mécomptes, l'auteur ne semble pas partager cette amertume qui a été le lot de plus d'un intellectuel québécois au cours des années quatre-vingt. En côtoyant Max WEBER, il a découvert la lourdeur, la complexité de ce qui se situe entre les rêves et l'histoire, il a appris que ceux qui osent se lancer dans l'action «doivent s'armer de la force d'âme qui leur permettra de surmonter le naufrage de tous leurs espoirs». (*Le savant et le politique*, p. 201.)

Guy LAFOREST

*Département de science politique,
Université Laval.*

Camil GIRARD, *Question d'empire: le «Times» de Londres et le Canada, 1908-1922*, Jonquières, Sagamie/Québec, 1988, 245 p.

Dans cet ouvrage, issu d'une thèse de doctorat soutenue à la Sorbonne en 1982, Girard cherche à dégager la position de l'influent (mais pas nécessairement beaucoup lu) quotidien *Times* de Londres sur les questions touchant le Canada. La période couverte est sans conteste d'un grand intérêt: en effet, la guerre et l'après-guerre ébranlent sérieusement l'empire alors que les dominions (dont le Canada) s'affirment de plus en plus et cherchent à acquérir un statut véritablement autonome par rapport à la mère patrie. Le *Times* défend alors avec vigueur le système impérial et publie régulièrement des reportages venant de ses correspondants au Canada, dont le plus célèbre demeure sir John Willison, journaliste au *Globe*, puis au *News* de Toronto.

À l'aide de répertoires, Girard a relevé quelque 35 000 articles relatifs au Canada publiés dans le *Times*. L'échantillon final n'en retenait que 4 000, y compris tous les éditoriaux pertinents. L'auteur a dépouillé également plusieurs fonds d'archives, tel que le fonds Willison aux Archives publiques du Canada ainsi que les archives du *Times*. Il présente